

# COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

## ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Frédéric Attal, Sophie Cœuré, Justine Faure, Claire Zalc

**Coefficient** : 3 ; **Durée** : 6 heures

Les candidats composaient pour la première fois sur le programme d'histoire contemporaine au concours des ENS modifié par le CNESER. Le sujet s'inscrivait pleinement dans le nouveau libellé et le souci d'actualiser et de rééquilibrer l'épreuve d'histoire, en privilégiant les qualités d'analyse et de réflexion générales. Comme en témoigne l'absence de copie blanche et la quasi-absence de copies interrompues ou très courtes, les candidats n'ont pas été désarçonnés par le sujet, qui était de surcroît accompagné d'une chronologie très complète, dans le souci de rappeler l'esprit comparatif du nouveau programme et d'orienter (sans exclusive soulignons-le) la quête d'exemples nationaux. Outre les impératifs, déjà régulièrement soulignés par les rapports précédents, de réflexion et de mise en place du sujet, il convient particulièrement de rappeler cette année, pour rendre compte de la part élevée de copies très faibles, la place pleine et entière qu'occupent dans le programme les grandes évolutions sociales et culturelles d'une part, et les années 1970-1980 de l'autre.

Le sujet exigeait en introduction une définition de ses termes et une explicitation de ses bornes chronologiques, attendus élémentaires de la dissertation d'histoire qui ont été ignorés par trop de candidats. La plupart d'entre eux assimilent en effet d'emblée la période 1918-1989 au « XXe siècle », par référence dans le meilleur des cas au « court XXe siècle » d'Eric Hobsbawm, mais en s'interrogeant bien rarement sur le sens de ces dates, le bilan de la Première guerre mondiale en termes de perception de la propagande, le tournant qu'a pu représenter l'effondrement du système d'influence soviétique ou le sens de l'apparition de nouvelles technologies de la communication. La réflexion sur les médias devait s'attacher à une description des supports (presse, affiche, imprimé, radio, cinéma, télévision) dont l'évolution et l'importance relative étaient problématiques. Il n'était ainsi nullement inutile de souligner que le terme même de « médias » ne s'était imposé que dans les vingt dernières années de la période, pour unifier rétrospectivement une réalité multiforme. L'interrogation sur les acteurs et les enjeux de la diffusion massive de l'information et de la culture permettait de poser la question des cadres professionnels, juridiques et économiques qui structurent la relation des médias avec le pouvoir. La réflexion sur les formes et les types de pouvoir (et notamment le lien entre information et propagande), sur la réception par les opinions, et sur l'élaboration de contre-pouvoirs, pouvait alors pleinement s'articuler avec une prise en compte de la diversité des contenus. Trop souvent, les candidats ont confondu « pouvoir des médias » avec « pouvoir *et* médias », réduisant ainsi le sujet à l'étude de l'utilisation des médias par le pouvoir politique. Enfin, les bornes géographiques étant par définition du programme très vastes, il convenait surtout de justifier et d'équilibrer ses choix, en articulant les échelles, en contextualisant précisément chaque exemple cité, et en prenant en compte autant que possible l'effritement de l'hégémonie européenne et nord-américaine dans la production médiatique à partir des années 1950-1960.

Il était difficile, même si certaines copies l'ont réussi, de mener un plan thématique sans caricaturer les notions (en opposant par exemple pouvoir « instrumentalisé » et pouvoir « autonome », ou image « mythologique » et image « vraie » du monde) ni annihiler les évolutions, fondamentales lorsque soixante-dix années sont à parcourir. Les plans

chronologiques pouvaient aisément s'articuler autour de la Seconde Guerre mondiale, et il était plus sage de ne pas traiter en bloc l'après-guerre, au risque évident d'un sacrifice des dernières années de la période. La rupture des années 1960, voire de l'année 1968 semblait alors légitime.

On s'attendait, pour la première période, à une mise en perspective des conséquences du premier conflit mondial dans le contrôle des médias par les États, et la perception du « bourrage de crâne » par les sociétés civiles et militaires. Le tableau des supports, des techniques et des milieux professionnels qui leur sont liés, avec la professionnalisation des journalistes, devait être correctement hiérarchisé (la presse et l'affiche ne devaient notamment pas être sous-estimées par rapport à la radio) et mis en relation avec les enjeux de pouvoir politiques, culturels et économiques. Certes, l'apparition de régimes totalitaires et autoritaires constituait un thème clé, à condition de dépasser les généralités pour analyser précisément les liens entre les idéologies fasciste, nazie et communiste et les nouvelles technologies de propagande de masse, et de poser la question de leur réception en temps de paix puis en temps de guerre. Beaucoup de copies ont ainsi su faire fructifier la connaissance des Résistances antinazies et de leur utilisation des médias dans la clandestinité puis la prise du pouvoir. Le développement d'une culture de masse née à la Belle Époque constituait l'autre volet fondamental de l'étude de la période, par la mise en relation entre les pratiques culturelles (lectures enfantines, sport, cinéma) et les médias qui les portent. L'analyse de l'après-guerre exigeait une certaine finesse dans l'évaluation des persistances de cultures autoritaires dans les affrontements de guerre froide, à l'Est comme à l'Ouest, mais aussi de l'émergence d'une exigence démocratique qui imposait peu à peu comme référence le modèle des médias aux États-Unis. L'inflexion majeure de la période jusqu'à la fin des années 1960 était sans conteste la place majeure prise par la télévision en Europe et en Amérique du Nord. Son rôle devait être mis en relation avec celui des médias classiques dans l'analyse des crises (guerres coloniales, mouvements révolutionnaires) et des mutations des paysages économiques, politiques et culturels. La prise de conscience par les intellectuels et les opinions du pouvoir des médias et l'émergence de la notion de « quatrième pouvoir » pouvaient être abordées à partir d'exemples variés, qu'il importait surtout de ne pas limiter à une simple énumération (guerre du Vietnam, « pensée 68 », dissidence soviétique, etc.). Enfin, on attendait de l'étude des années 1970-1980 qu'elle ne se contente pas de développer les thèmes précédents en les étendant au monde non européen, mais prenne en compte l'évolution profonde des structures de production et de contrôle des médias, la diversification des publics, le poids des médias dans les crises majeures de la période.

On regrettera les nombreuses paraphrases plus ou moins erronées de la chronologie. On s'attend à ce que le candidat évite de citer les faits dont il ignore tout, et développe les éléments cités dans une analyse contextualisée. Soulignons combien une approche pluridisciplinaire du sujet pouvait enrichir son traitement : on a rencontré de remarquables développements, mobilisant au service de la réflexion historique une bonne culture générale ou des compétences acquises en sciences sociales et en littérature sur le pouvoir de l'écrit, de l'image et des signes ou encore sur l'apport des sociologues et des philosophes à la perception des médias par les contemporains.

Certaines lacunes sont étonnantes. Il est curieux que très peu de candidats aient cité ne serait-ce qu'un seul journal à très grand tirage parmi la presse abondante de l'entre-deux-guerres français. De façon générale, la sortie de la Première Guerre mondiale n'a pas été souvent bien abordée. Il en est de même pour les guerres de décolonisation (rôle des intellectuels et de la presse pendant la guerre d'Algérie), l'année 1968, le monde sous influence communiste après la guerre froide. La période la plus contemporaine a été le plus souvent survolée. Sans que l'on demande d'entrer dans le détail, la question de l'évolution technique semble le plus souvent ignorée. La question du pouvoir économique et

institutionnel est passée sous silence, avec de fréquentes confusions dues à une insuffisante maîtrise des concepts et des acteurs : l'éclatement de l'ORTF en France ne signifie pas la libération des ondes ; la BBC monopole de l'Etat britannique n'en est pas pour autant contrôlée étroitement par le pouvoir. Rappelons enfin que les discours moralisateurs, dénonçant par exemple le libéralisme triomphant ou les « dangers » de l'image, n'ont pas leur place dans une dissertation d'histoire contemporaine.